

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE NIGERIAN
PRESENTE PAR M. P.E. AKPALA, DIRECTEUR ADJOINT,
DEPARTEMENT DE LA SUPERVISION BANCAIRE
BANQUE CENTRALE DU NIGERIA

Introduction

Dans la poursuite de l'un de ses principaux objectifs de sécurité et de fiabilité du système financier nigérian, la Banque Centrale du Nigeria à continué à formuler et à mettre en application des mesures politiques visant à réaliser ces objectifs statutaires.

Comme partie de ses responsabilités de promotion d'une structure financière fiable, de système de paiement efficace, la Banque centrale du Nigeria conduit des activités de supervision des banques de dépôt et d'autres institutions financières (excepté les compagnies d'assurance et les opérateurs de marchés de capitaux).

Au mois de septembre 2006, le système financier nigérian comptait 25 banques de dépôt avec 3382 agences, 5 établissements de réescompte, 84 institutions de première hypothèque, 536 banques communautaires, 114 sociétés de financement, 259 bureaux de change, 6 institutions financières de développement, 118 compagnies d'assurance, 1 bourse de valeur et 1 bourse de marchandises.

Il y a aussi la Nigeria Deposit Insurance Corporation (NDIC), qui, en plus de la couverture des garanties de dépôt explicite au nom des banques, complète l'action de la Banque Centrale dans la surveillance des institutions de dépôt assurés. Le secteur des assurances est supervisé par la National Insurance Commission (NAICOM), alors que le marché financier est réglementé par la Securities and Exchange Commission (SEC).

La coordination est assurée par des structures existantes. A cet effet, les activités des différents régulateurs du secteur financier sont coordonnées par la Financial Services Regulation Coordinating Committee (FSRCC), créée en 1999. En plus des réunions statutaires bi-mensuelles de la FSRCC qui rassemblent les régulateurs des

systèmes bancaire et financier, il y a également la réunion conjointe du comité exécutif CBN/NDIC sur la surveillance qui se tient plus fréquemment

Les deux dernières années ont connu des mouvements dans l'industrie bancaire. Des D'importantes mesures ayant un impact sérieux sur le paysage bancaire sont résumées ci-dessous :

La CBN a lancé des réformes radicales et globales de l'industrie bancaire nigériane en 2004. Elles visaient à mettre au point un système bancaire fort, compétitif, s'inscrivant dans la mouvance mondiale – un système bancaire sur lequel pouvaient compter aussi bien les déposants que les investisseurs.

La réforme était basée sur un programme en 13 points dont les principaux éléments étaient la consolidation du secteur bancaire à travers les fusions et les acquisitions et une exigence de capital minimum de 25 milliards de Naira (200 millions de dollar des EU) pour les banques.

Les banques nigérianes devaient satisfaire la nouvelle exigence minimum en matière de capital à travers une augmentation inconditionnelle de leur capital de base ou les fusions & les acquisitions.

Le programme de consolidation a connu des défis que les autorités de régulation ont eu à relever. A la suite de l'officialisation des mesures sur la consolidation bancaire, l'on a noté une certaine frénésie dans les activités et les banques se sont précipitées pour satisfaire la condition de capital minimum. Plusieurs banques ont couru vers les marchés financiers afin d'obtenir des fonds supplémentaires tandis que d'autres ont procédé à des fusions.

Le défi de la liquidation des 14 banques en mauvaise posture qui n'ont pas pu satisfaire l'exigence de capitalisation minimum de 25 milliards de Naira prescrite par la CBN;

Les questions juridiques et les défis résultant de la résolution des banques en mauvaise posture. Certaines des banques n'ayant pas pu satisfaire les exigences de la CBN avaient intenté des procès contre cette dernière pour avoir rétiré leur autorisation de fonctionnement;

IT, processus et questions d'intégration culturelle au sein des banques nouvellement fusionnées;

Pour relever les défis identifiés, la CBN et la NDIC ont pris un certains nombre de mesures parmi lesquelles:

L'adoption d'une variante modifiée de l'option de souscription et de prise en charge. Dans le cadre de cet arrangement, il était demandé aux banques saines d'assumer les dépôts du secteur privé et 'd'opérer une sélection minutieuse' des actifs des banques liquidées après un processus d'évaluation rigoureuse.

Des efforts concertés ont été déployés pour trouver rapidement des solutions à toutes les questions et litiges juridiques en suspens.

Publication des directives à l'attention des banques fusionnées, dans le but de les inciter à réaliser une intégration totale des processus, des TI, entre autres

Publication d'un code de gouvernance d'entreprise qui vise à trouver une solution aux faiblesses identifiées et à d'autres questions de gouvernance d'entreprise ayant contribué au désarroi et à la liquidation de certaines banques par le passé.

Code de Bonne Gouvernance d'entreprise pour la Post-Consolidation des banques

En reconnaissance des défis supplémentaires en matière de la gouvernance d'entreprise auxquels les banques pourraient être confrontés dans la période post-consolidation et dans le cadre des efforts de plus de promotion de la transparence et mettre un accent sur sa politique de zéro tolérance, la CBN a publié un code bien défini de la gouvernance d'entreprise conçu pour compléter et renforcer l'efficacité des codes existants.

Le code vise à trouver une solution aux faiblesses identifiées et à d'autres questions de gouvernance d'entreprise ayant contribué au désarroi et à la liquidation de certaines banques par le passé.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, le Code vise à trouver une solution aux faiblesses identifiées et à d'autres questions de gouvernance d'entreprise ayant contribué au désarroi et à la liquidation de certaines banques par le passé. Ces faiblesses sont entre autres:

Le désaccord entre le conseil d'administration et la direction donnant lieu à des disputes au sein ce conseil

L'inefficacité des fonctions de supervisions du Conseil d'administration

Les pratiques frauduleuses et égocentriques des membres du Conseil, de la direction et du personnel

Influence dominatrice du président ou DG surtout dans les banques familiales

Faibles contrôles internes

Délit d'initié

Non-conformité avec les contrôles internes et les procédures d'opération prescrits

Ignorance et non respect des règles, lois et règlements régissant les opérations bancaires

Mauvaises pratiques de gestion des risques aboutissant à un grand nombre de crédit non performant, y compris les crédits liés aux initiés

Abus dans les octrois de prêts, y compris les prêts supérieurs à la limite prescrite

Directeurs à vie – même lorsqu'ils sont incapables de faire de contributions significatives pour le développement de la banque.

Incompétence technique, mauvaise direction et incapacité administrative.

Une mission conduite par le département des système monétaire et financier du Fonds monétaire international (FMI) s'est rendue à Abuja pendant le mois de mars en vue de fournir de l'assistance technique (AT) à la CBN, en soutien aux efforts déployés pour reformer le secteur financier du Nigeria. La mission a en particulier

fourni l'assistance technique de suivi dans le domaine de la restructuration du système bancaire, la surveillance bancaire, l'uniformisation du marché des changes et les opérations monétaires. Elle a également fourni les premières AT dans le domaine de restructuration monétaire.

La mission a donné comme observation générale qu'en dépit des efforts déployés pour mettre en oeuvre les recommandations des missions, les progrès restaient faibles, due en partie au manque de capacités au sein de la CBN pour mettre en application les actions de réforme, la grande envergure et la lourde nature de ce programme.

Cependant, la mission a estimé que le programme de consolidation était satisfaisant.

Dans le cadre du programme de réforme à 13 points dévoilé par la CBN en 2004, l'Apex bank a proposé conjointement avec la Nigeria Deposit Insurance Corporation, la création de l'Asset Management Company of Nigeria (AMCON) comme l'une des structures de soutien en vue de faciliter la consolidation de l'industrie bancaire provoquée par la réglementation.

L'AMCON a été créé dans le but d'acquérir, gérer, restructurer et vendre des prêts non-productifs (PNP) des banques. Il va agir comme agence rapide de vente et de restructuration des avoirs. Il a été conçu comme élément de restructuration de l'ensemble du secteur bancaire et une initiative de renforcement institutionnel, qui devrait dégraisser le bilan des faibles banques peu viables et faire d'elles des candidates plus attractives en vue des fusions et des acquisitions.

L'AMCON doit être une co-propriété de la CBN et de NDIC qui le financent conjointement dans un ratio de 60:40 respectivement. L'avant projet de loi contient une disposition de durée d'application limitée, créant l'AMCON. Il doit exister pendant une période initiale de 5 ans au gré du conseil d'administration de la CBN, et en fonction des circonstances. Ce qui implique en effet que l'AMCON est créé

strictement pour les besoins du programme de réforme et ne pourrait exister que pendant une période maximum de dix ans.

En reconnaissance de la nécessité d'améliorer et de renforcer le processus de surveillance, la CBN & la NDIC ont conjointement mis au point l'e-FASS. L'e-FASS a été conçu pour fournir une plate-forme en vue d'améliorer le processus de prise de décision en matière de réglementation à travers la création d'un moyen rapide de rendre et d'analyser les statistiques bancaires.

Le précurseur de l'e-FASS, le système d'analyse bancaire (BAS), a été handicapé par un certain nombre de faiblesses qui comprenaient entre autres:

L'incapacité du système à interagir avec les systèmes utilisés par les banques dans leurs opérations.

Le système n'était pas en ligne, ce qui implique les informations/données des banques étaient collectées et transportées sur des disquettes près d'un mois après le déroulement des événements. Par conséquent, les informations traitées à partir de ces statistiques en vue de la prise de décision en matière de réglementation et de surveillance étaient déssuées. Ces informations déssuées ne pouvaient être utilisées pour la réalisation des résultats significatifs.

Conformément à la pratique internationale en cours et dans le cadre du programme de réforme, la CBN a commencé une période de transition graduelle vers un cadre de réglementation qui devrait s'achever par le début en direct de la surveillance axé sur le risque en septembre 2006.

Jusqu'ici, l'approche de surveillance au Nigeria était axée sur la transaction et la conformité, en grande partie réactionnelle, à portée limitée et uniformément appliquée à toutes les institutions supervisées.

Elle était en grande partie tirée sur place, mais complétée par une supervision hors site. Le cycle moyen d'inspection d'une fois par an était le même pour toutes les institutions quels que soient les risques perçus.

Elle n'a pas fourni les points de référence clairs en vue de l'évaluation des risques et l'allocation des ressources dans les processus de surveillance.

En réponse au changement du paysage financier occasionné par les réformes de la CBN, aux avancées et à la dissémination des technologies de l'information et de la communication, une approche plus efficace était plus indiquée.

Par ailleurs, la nécessité de se conformer entièrement aux principes essentiels de Bâle sur la surveillance et de préparer un environnement favorable en vue de la mise en oeuvre de la New capital Accord (Accord sur le nouveau capital) a fourni un impératif supplémentaire en vue de l'adoption de la surveillance basée sur le risque (RBS) au Nigeria.

La transition vers l'approche de surveillance basée sur le risque a été entreprise sur une base globale conformément à un plan antérieurement conçu.

Deux importants développements ont renforcé la nécessité de la surveillance des banques sur une base intégrée au Nigeria.

Premièrement, la libéralisation de l'industrie des services financiers à la suite de l'adoption du système de la banque universelle en 2001 qui a abouti à l'émergence des super marchés représentés par les institutions engagées dans les opérations de banque, d'assurance et le commerce des valeurs mobilières.

Deuxièmement, les réformes du secteur bancaire engagées par la CBN en juillet 2004 dont l'un des principaux éléments exigeait des banques une capitalisation minimum de 25 milliards de Naira, devrait entraîner l'émergence des mega banques dotées de fortes possibilités de se transformer en conglomérats financiers couvrant les devises,

les marchés financiers et l'assurance, en raison des motivations fournies par l'excès de capitaux ou les fonds des actionnaires.

Dans le cadre des efforts en vue de la mise en oeuvre de l'Accord sur le nouveau capital, la banque centrale du Nigeria (CBN) conjointement avec la Nigeria Deposit Insurance Corporation (NDIC), ont formulé les différentes exigences de Bâle II et ont élaboré une stratégie de mise en oeuvre, y compris une date probable d'introduction de l'Accord sur le nouveau capital dans l'industrie bancaire nigériane.

La feuille de route de la mise en oeuvre proposée pourrait se résumer ainsi qu'il suit:

2004

Campagne de sensibilisation des actionnaires sur les exigences de Bâle II

Publication des articles de consultations sur Bâle II

Harmonisation des Normes comptables nigérians (SAS) avec les Normes comptables internationales (IAS)

Publication des directives sur la gestion des risques et la gouvernance des entreprises.

2005

Encouragement des opérateurs à adopter les meilleures pratiques

Elaboration des cadres de gestion des risques et de la gouvernance des entreprises par les banques

Mise en oeuvre de la surveillance axée sur le risque, y compris la review les statistiques de réglementation

Publication d'une exigence de divulgation minimum auprès des média de divulgation

Collecte des données par les régulateurs

Analyse d'écart et d'impact par les banques

2006

Application des intérêts et remboursements des emprunts du risque du marché

Conformité avec les SAS et IAS révisés

Conformité avec toutes les exigences de Bâle I

Applications par les banques optant pour des approches supérieures

2007

Evaluation du niveau de préparation

2008

Application de Bâle II

Les amendements proposés avaient été fait dans l'intention de trouver des solutions aux questions, entre autres:

Personnel qualifié devant travailler dans les nouvelles banques fusionnées

Suffisance du capital et capacité financière

Exigence minimum en matière de capital des banques

Le paiement des passif-dépôts par la Nigeria Deposit Insurance Corporation immédiatement après le retrait de l'agrément d'une banque avant la demande et l'obtention de l'approbation judiciaire comme c'est actuellement le cas.

Investissement des réserves extérieures nigérianes dans tout autre instrument qui pourrait être reconnu de temps en temps par la CBN comme faisant partie de la Gestion de la Réserve nationale.

Inquiétée par les potentiels impacts négatifs que les substantiels investissements du gouvernement dans les banques pourraient avoir sur les réformes en cours du secteur bancaire, et orientée par la nécessité d'éviter une survivance du syndrome de détresse du début des années 1990 lorsque la part du gouvernement dans le capital des banques était une caractéristique commune du système bancaire, la CBN a pris une importante mesure au cours de l'année pour restreindre les investissements dans les banques par les différentes instances du gouvernement. Cette politique indexe la part du gouvernement dans les banques à 10 %.

Par conséquent, il avait été demandé à toutes les banques agréées de s'assurer que la part du gouvernement dans leurs actions était réduite à 10 % au plus à la fin de l'année de l'année 2007. Cependant ce délai a été prorogé à la fin du mois de février 2007, en vue de s'assurer que les directives sont mises en oeuvre au cours du mandat de l'actuelle administration.

Dans le cadre de ses responsabilités statutaires qui consistent à assurer la sécurité, la stabilité et la fiabilité du système financier, la CBN a de manière permanente et avec vigueur poursuivi les mesures contre le blanchiment de l'argent et le terrorisme dans toutes leurs ramifications.

Au titre de contribution à la lutte contre les crimes économiques, la CBN a joué un important rôle dans la création de l'Economic and Financial Crimes Commission (EFCC) en 2002. Cette commission a la responsabilité d'enquêter sur les auteurs des crimes financiers et de les poursuivre en justice.

Par ailleurs, en conformité avec les exigences du Groupe d'action financière (FATF), la CBN a pris une part active à la création de la Nigerian Financial Intelligence Unit (NFIU) domicilié au sein de l'EFCC. Avant, il était demandé aux banques de saisir toutes les autorités de réglementation appropriées en cas de transactions suspectes. Cependant, sur la base de la recommandation du FATF, la CBN a récemment publié une circulaire demandant aux banques de ne signaler ces transactions suspectes qu'à l'EFCC.

Par ailleurs, conformément aux exigences du FATF, la CBN a adressé des directives à toutes les banques et les institutions financières sur la règle de 'la notoriété du client'. Ces directives demandent à la banque d'établir l'identité et la nature de l'opération, ainsi que d'autres informations appropriées, y compris les références des tiers parties et les confirmations avant d'établissement d'une relation avec les clients.

Le FATF demande également aux pays de s'assurer que les IF sont soumises à des réglementation et surveillance adéquates. Il demande surtout aux autorités compétentes de prendre les mesures de réglementation nécessaires pour empêcher aux criminels ou leurs complices de détenir ou de bénéficier d'une participation significative ou dominante ou d'occuper une fonction de gestion dans une IF. La CBN s'est assurée au cours des années, que les investisseurs potentiels passent les test de 'personne qualifiée' et se soumettent à l'opération de vérification des capitaux,

question d'être sûr de l'origine et de la stabilité des fonds de ces individus ou des entreprises.

Il convient de noter que la CBN est en conformité totale avec les recommandations du FATF. En reconnaissance des efforts concertés des agences de réglementation/surveillance, les organismes d'application de la loi et autres ministères gouvernementaux appropriés et les sociétés parapubliques, en vue de trouver des solutions aux déficiences existantes, le FATF a retiré le Nigeria de sa liste des pays et territoires non coopérant en juin 2006.

La CBN a introduit un nouveau système de compensation et de règlement en avril 2004, système visant principalement à améliorer l'efficacité du système de paiement. Avant l'introduction du nouveau système de règlement, les banques insolubles comptaient largement sur les fonds de la banque centrale pour le règlement de leurs transactions financières. Le processus a encouragé l'inefficacité et plusieurs banques avaient des comptes à découvert auprès de la banque centrale du Nigeria.

Dans la courte période pendant laquelle elle a été opérationnelle, le nouveau système a trouvé des solutions aux différents problèmes liés aux systèmes de règlement antérieurs. Au nombre des réalisations du nouveau système, il faut citer entre autres:

Les comptes à découvert des banques qui étaient absorbés par la CBN dans le cadre de l'ancien système étaient efficacement éliminés. En effet, l'ouverture de la CBN aux banques et l'injection de monnaie à très haute puissance a été éliminée. Ainsi, les distortions économiques généralement associées à la position de compte à découvert des banques ont été mises sous contrôle et la nature d'auto-réglementation du plan a imposé certaines disciplines aux banques.

Il y avait une surveillance efficace des risques de liquidité et de règlement, ce qui a abouti à une réduction significative de la fièvre d'emprunt, et a réduit la pression sur les taux d'intérêt et de change.

Le nouveau système de règlement a fourni une plate-forme en vue de la consolidation bancaire, étant donné que les débats sur la fusion/acquisition étaient en partie tirés par les relations de règlement/non-règlement.

Le système de compensation de chèques avait gagné en confiance.

En vue de l'importance capitale d'un bon système de paiement dans la mise en oeuvre de la politique monétaire, la CBN a également pris des initiatives visant à améliorer davantage l'efficacité du système de paiement nigérian:

La création du National Payments System Committee, ayant la responsabilité de fournir les stratégies pour la réforme des systèmes de paiement.

L'introduction et la mise en application du Real Time Gross Settlement (RTGS) System, système généralement utilisé pour les paiements à grande valeur à durée critique.

Le système bancaire baptisé GLOBUS qui facilitera un système comptable mondial centralisé ainsi que la fourniture de l'assistance contre paiement des titres du gouvernement. Le système devrait faciliter la gestion des opérations sur titre en ligne et en temps réel et les règlements sur la base fourniture-contre-paiement.

Au nombre des autres initiatives entreprises par la CBN, il faut citer le début de la mise en oeuvre le système de compensation de chèque renforcé, l'élaboration des normes de chèque, l'approbation du plan d'accréditation des imprimeurs de chèques nigériens, l'extension des infrastructures du Nigeria Automated Clearing System à la Abuja, la capitale fédérale du Nigeria, entre autres.

Nouvelle approche de réglementation en vue de l'application de la règle de la conformité par les banques

Le redéploiement permanent des ressources de la CBN dans les investigations nécessaires avait trop usé le nombre limité des superviseurs sur le terrain et d'autres ressources aussi bien du côté de la CBN que de la NDIC ont par conséquent mis à l'épreuve les capacités des deux institutions à assumer de manière adéquate leur première responsabilité qui consiste à conduire des examens de routine de la banque sur une base annuelle.

La banque centrale du Nigeria a estimé qu'il était nécessaire d'adopter une nouvelle approche qui consiste essentiellement à obliger les institutions financières qui enfreignent les lois/règlements à s'acquitter des frais connexes résultant de l'engagement des consultants dans le but d'enquêter sur leurs transactions. Cette approche est couverte par les dispositions de la Bank and Other Financial Institutions Act de 1991 tel qu'amendé.

Introduction de la politique de la micro-finance

Dans le cadre de la réforme globale du système financier et conformément à son rôle de développement, la CBN a lancé la National Micro Finance Policy en 2006. La création du cadre de la politique de réglementation et de surveillance de la micro-finance a été propulsé par la nécessité de réduire la pauvreté, de créer des emplois et de stimuler la croissance économique à travers l'octroi des crédits et autres services financiers sur une base durable aux pauvres économiquement actifs qui ne sont pas adéquatement servis par le système financier institutionnel.

Par conséquent, cette politique a pour but de ramener les institutions financières informelles existantes sous la supervision de la CBN.

Les objectifs spécifiques de la politique de la micro-finance sont les suivants:

Rendre les services financiers accessibles à une large frange de la population nigériane potentiellement productive qui dans le cas contraire n'aurait qu'un accès limité aux services financiers si tant est qu'ils en aient.

Promouvoir les synergies et l'intégration du sous-secteur informel dans le système financier national.

La politique de la micro-finance stipule que les banques de micro-financement (MFB) être tirés par le secteur privé, être bien doté en capitaux et être techniquement saines, entre autres . Il existe deux catégories de banques de micro-financement reconnues:

Les MFB agréées pour fonctionner comme élément de la banque, avec un capital minimum de 20 millions de Naira; et

Les MFB agréées pour être opérationnelles dans un état avec un capital minimum de 1 milliard de Naira.

La gestion des réserves étrangères dans les banques nigérianes

Au titre de l'ensemble des motivations dans le cadre des directives de consolidation du secteur bancaire, il a été indiqué que toute banque dotée d'un capital de base de 1 milliard de dollar des EU (130 milliards de Naira), recevra au moins la somme de 500 millions de dollar des EU au titre des réserves à gérer. A cet effet, tout conservateur international souhaitant gérer les réserves extérieures du Nigeria en 2006 doit être prêt pour constituer un partenariat avec une ou plusieurs banques locales en vue de les transformer en acteurs de classe mondiale.

La CBN avait récemment rendu publiques des directives à l'intention des banques nigérianes désireuses de gérer les réserves extérieures du pays en exécution de sa décision de les encourager et de les aider à devenir des acteurs financiers de classe mondiale.

Au dernier recensement, six banques nigérianes avaient signé des accords avec des institutions financières mondiales désignées intéressées par la gestion d'une partie des réserves étrangères du Nigeria qui se chiffraient à plus de 40 milliards de dollar des EU au mois de septembre 2006. Il s'agit entre autres de JPMorgan Chase, Credit Suisse, HSBC, BNP Paribas, ABN-AMRO, UBS-AG.

- La CBN a introduit le système d'adjudication à la hollandaise (WDAS) en février 2006 en vue de stabiliser davantage le taux de change et éliminer le fossé entre le guichet officiel et le taux interbancaire.
- Dans le même ordre d'idées, la CBN a stabilisé le marché des changes le 27 mars 2006 en ramenant le Bureau de changes dans le marché de changes

réglementé en qualité de courtiers. Elle a également assoupli les restrictions imposées aux usagers du marché réglementé, dans le but de réduire la pression de la demande sur le marché parallèle alors que les banques étaient également autorisées à ouvrir les BDC en vue de servir davantage les clients.

- Les nouvelles mesures étaient destinées à une réduire de manière drastique les taux des marchés parallèles en augmentant la demande et en assurant une plus grande efficacité du marché des changes. Le résultat de ces nouvelles mesures était que pour la première fois en 20 ans, le taux de change du Naira par rapport au dollar de EU était le même aussi bien le marché réglementé que sur le marché parallèle (marché noir). Le taux de change était de 129 Naira contre 1\$ et 128,6 Naira contre 1\$ sur le marché noir et le marché réglementé respectivement .
- Dans le cadre des efforts de réalisation de l'objectif d'une organisation commune de surveillance pour la zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (WAMZ), les pays membres ont été chargés de se conformer entièrement aux principes essentiels de Bâle, et ensuite suivra une évaluation de l'ensemble de la WAMZ.
- Les autorités nigérianes ont entrepris un exercice d'auto-évaluation en août 2004. Cette date a été choisie pour aligner le plus possible l'auto-évaluation à l'évaluation de la WAMZ qui a eu lieu immédiatement après.
- Le rapport a indiqué que le Nigeria a respecté entièrement 10 principes et était en grande partie en conformité avec 15. L'évaluation de la WAMZ était dans l'ensemble en conformité avec l'auto-évaluation.
- Les différentes mesures de réformes ci-dessus mises en exergue ont amélioré fondamentalement le système bancaire nigérian. Les intérêts étrangers dans le système bancaire ont augmenté; le système a beaucoup gagné en confiance; l'action du secteur bancaire est très activement transigé sur le marche financier nigérian; les Nigérian du territoire et de la diaspora

investissent lourdement dans ce secteur; une nouvelle structure et un nouveau système bancaires ont émergé, à la satisfaction de toutes les parties prenantes.